

Qui éduque ?

2 - l'école.

Le désir de transmettre n'est pas le seul fait des individus, il concerne aussi les groupes et les sociétés. Transmettre ses valeurs, morales, religieuses, intellectuelles, économiques et autres, à ses nouveaux membres est une préoccupation des sociétés, qui créent des moyens pour y parvenir. Cette transmission s'accompagne de la formation des jeunes à la vie d'adulte, qui inclue deux aspects complémentaires : leur bien être personnel et leur intégration dans le groupe social. Ceci ne peut pas être laissé aux seuls parents, car il y a une nécessité d'unification et de cohésion. L'école est une des institutions qui assurent ces deux tâches sociales de transmission et de formation. Elle est donc un maillon essentiel de la reproduction sociale.

L'école républicaine : laïque et obligatoire.

« La république n'a pas inventé l'école, mais elle lui a donné, dès ses origines, avec Condorcet, un rôle essentiel dans l'institution d'une société nouvelle »ⁱ. Il fallait donc transmettre ces valeurs républicaines et former les enfants de cette nouvelle société, pour en faire des citoyens. La nouvelle école fut donc instituée et le rôle clé fut confié aux instituteurs. Si elle prenait ses distances avec l'Église, l'école républicaine poursuivait pourtant un but identique : transmettre les valeurs jugées fondamentales et non contestables, et former dans le cadre de ces principes. Il n'est pas étonnant que l'on retrouve une structure et un fonctionnement scolaire proches. Les objectifs, dès le départ, sont de donner aux élèves les savoirs que "nul ne peut ignorer", lire, écrire, compter, ainsi que les rudiments de la vie citoyenne ; une confusion est d'ailleurs faite entre ce qui est nécessaire à l'individu et ce que la société attend de cet individu. Comme l'Église, la République a sanctuarisé l'école, a voulu en faire un lieu en dehors des influences de la société civile et marchande, un lieu de vertu absolue. Les instituteurs, devenus plus tard les « hussards de la République » doivent être non seulement compétents, mais aussi modèles de vertu républicaine, au service de leur sacerdoce. Les élèves des deux sexes sont séparés et la discipline est le support jugé nécessaire à l'apprentissage.

Les fluctuations de la République, et les restaurations monarchiques vont prolonger l'opposition entre l'Église et l'école. C'est la troisième République qui instaurera l'école obligatoire et laïque, tout en laissant la possibilité d'une école libre tenue par des religieux mais avec, au moins dans le principe, les mêmes exigences que l'école publique. L'obligation d'instruction scolaire vise à sortir les enfants du peuple de leur inculture, de l'influence jugée douteuse de leurs parents. Ceux-ci vont passer par l'enseignement primaire, qui se complètera par le primaire professionnel et le primaire supérieur. D'autre part, les enfants de la bourgeoisie ont leur propre enseignement, qui commence au « petit lycée » et se continue par l'enseignement secondaire et éventuellement supérieur. Il y a donc, de fait, deux écoles, ce qui ne semble déranger personne. L'idée d'une école unique fait son chemin, lentement. C'est d'abord la gratuité de l'enseignement secondaire, entre 1928 et 1932, puis le ministre Jean Zay, du front populaire prolonge l'obligation scolaire jusqu'à 14 ans, et remplace le découpage longitudinal en ordre (primaire ou secondaire) par un autre, transversal en degrés (premier degré, second degré, enseignement supérieur).ⁱⁱ

Dans la deuxième moitié du XXème siècle, une autre mutation va se produire, poussée par la montée d'une autre valeur : l'égalité. Il ne s'agit pas seulement d'éduquer tout un chacun, il

s'agit surtout de donner « les mêmes chances ». Les sociologues Pierre Bourdieu et Jean Claude Passeronⁱⁱⁱ montrent, dans leur célèbre étude, que l'école reproduit les inégalités scolaires. Ils affirment même plus : l'école a effectivement ce rôle de reproduction de l'ordre social. L'idéal républicain en prend un coup. Les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, auront à cœur de corriger cet effet et de rechercher une école conduisant à une réussite uniquement fondée sur le mérite. Cela culminera avec le collège unique, entre 1975 et 1977, sous le ministère de René Haby, dans un gouvernement de droite. Cela conduira aussi à se poser beaucoup de questions sur le rôle de l'école, concernant la promotion sociale et l'égalité des chances. La vision essentiellement sociologique, qui a présidé à cet idéal, tourne au sociologisme, c'est-à-dire à la croyance que l'individu est seulement le produit de ses déterminants sociaux. Elle ne tient pas compte des facteurs individuels, psychologiques ; ou plutôt, elle voudrait les rectifier. En particulier, elle n'accepte pas l'importance que peut avoir l'influence des valeurs familiales sur le développement d'un individu et son bonheur. L'enfant de cadre supérieur et l'enfant d'ouvrier qui se retrouvent au même poste de cadre moyen éprouvent-ils la même satisfaction ? Le bonheur est-il indépendant des désirs de l'individu, et des influences qu'il a reçues dans son enfance ?

Quelle école pour quel but?

On se questionne donc sur ce que doit être l'école, et ce questionnement passe d'abord par la critique. Les indicateurs de mauvais fonctionnement sont nombreux et « bruyants ». L'absentéisme augmente, les échecs et « décrochages » scolaires aussi, les inégalités persistent malgré les efforts pour les réduire. La carte scolaire, par exemple, est contournée par les astuces des familles, au premier rang desquelles celles des enseignants. Que doit être l'école, à quoi doit-elle servir ? au développement personnel de l'enfant, futur adulte, ou à son intégration dans la vie de la cité ? la réponse à cette question ne peut être que « l'un et l'autre ». La motivation uniquement tournée vers la fabrication du citoyen modèle ou de « l'homme nouveau » fait peu de cas de l'individu. Elle peut dériver à la forme caricaturale du genre « meilleur des mondes » fabriquant les hommes en fonction des besoins de la communauté. Tout ce qui peut ressembler à un quelconque utilitarisme de l'école est sévèrement critiqué. C'est le cas, en particulier, pour l'enseignement supérieur, qui ne doit pas conduire à « satisfaire les besoins de patrons ». C'est cette idée humaniste qui était réticente à l'introduction d'enseignements scientifiques ou techniques, au début du 20^{ème} siècle, lui préférant les humanités d'origine gréco-latine, supposées mieux ouvrir l'esprit des jeunes. Mais, de l'autre côté, concevoir un enseignement qui ne se soucie pas du devenir social, et en particulier professionnel de ses élèves relève de l'irresponsabilité. L'école ne peut ni former les cadres, techniciens, employés, ouvriers dont la société a besoin, ni négliger les réalités environnantes, en particulier en matière d'emploi. Un enseignement riche, épanouissant pour les élèves mais qui n'offrira aucune perspective professionnelle est possible lorsqu'on est en période de plein emploi, ou du moins qu'une catégorie sociale n'a pas de problème pour travailler. S'il est facile de trouver un emploi, ou si celui de papa vous attend, vous avez tout loisir pour vous cultiver. Mais si certaines voies mènent à des carrières intéressantes et d'autres sont sans issues, le choix n'est pas le même.

Car l'école aujourd'hui, dans la société technique du début du 21^{ème} siècle se voit assumer une autre tâche que transmettre et éduquer, elle doit aussi professionnaliser. Or il s'agit de tâches sinon incompatibles, du moins différentes dans leur finalité. La transmission de valeurs et savoirs suppose que l'on croit à ces valeurs ; c'est donc surtout la survie de civilisation qui est en jeu, qu'elle soit religieuse, humaniste, ou scientifico-technique. L'éducation doit, avon-nous dit, conduire l'individu à devenir « ce qu'il doit être », elle est donc d'abord centrée sur

lui. La formation professionnelle doit tenir compte des nécessités de ce que l'on appelle le « marché du travail ». c'est sur la priorité à donner à chacune de ces composantes que les opinions divergent.

La formation des enseignants et leur mode de recrutement donne une indication intéressante sur la réponse, implicite seulement, à la question de la finalité de l'école. Les instituteurs n'existent plus. Il n'y a que des professeurs (des écoles ou des lycées et collèges) . Ceux-ci sont recrutés après trois années d'études théoriques après le baccalauréat et formés surtout à transmettre du savoir et instruire leurs élèves. L'absence de formation à l'éducation en général est sans doute une des raisons de leurs difficultés lorsqu'ils se trouvent en face d'élèves qui ne savent pas pourquoi ils sont là. Si donc la mission de l'école est d'instruire, c'est à dire de transmettre les savoirs et valeurs de civilisation, Il serait préférable de le dire et laisser à d'autres institutions, le soin d'assurer les autres tâches.

Aujourd'hui, en dehors des cas de difficultés graves, seule la famille se partage avec l'école la lourde responsabilité de l'éducation des enfants. Comme elle ne peut assurer la formation professionnelle, celle-ci souffre d'un manque reconnu, qui n'est peut-être pas étranger aux problèmes de l'emploi.

Parents et école : la collaboration difficile

La coopération entre parents et enseignants est, selon Paul Durning^{iv}, difficile mais nécessaire, car ce sont des partenaires animés d'une méfiance séculaire. Chacun a tendance à attendre de l'autre la perfection et à renvoyer sur lui les difficultés et les échecs de l'éducation. Les professeurs souhaitent, naturellement, que les parents coopèrent à la vie scolaire, mais cette coopération est souhaitée docile, non contestataire. Les parents sont là pour comprendre l'école et relayer le professeur dans sa tâche d'instruire, non pour contester la manière dont il le fait. En privé, les enseignants ne cachent pas que les parents d'élève les plus délicats sont souvent... leurs collègues, surtout s'ils enseignent dans un niveau plus élevé (enfant d'universitaires au lycée par exemple). Parmi les raisons invoquées pour cette méfiance, figure la crainte que ceux-ci ne cherchent à obtenir des avantages pour leur enfant, donc nuisent à l'obsessionnelle recherche d'égalité. Le bon parent est le parent présent, qui encadre son enfant comme on le lui demande et qui ne pose pas de questions. L'école française étant centralisée par l'État, c'est envers celui-ci que le corps enseignant se sent responsable, pas envers les parents.

Les parents, quant à eux, attendent que l'école fasse de leurs chers petits des as, sans trop leur demander. Au début du 20^{ème} siècle, l'enfant puni à l'école risquait fort une deuxième couche en revenant à la maison. Maintenant, c'est plutôt le professeur punisseur qui court un risque. L'école étant obligatoire, et payée par l'impôt, on peut avoir tendance à la vouloir parfaite. Faut-il pour autant qu'enseignants et parents soient liés par un lien financier ? rien n'est moins sûr et peu de personnes sont prêtes à cette révolution.

Mais il faut certainement revoir le mode de coopération, sachant qu'il sera toujours conflictuel et que ce conflit est nécessaire, car il doit y avoir équilibre entre les divers pouvoirs éducatifs, comme il y en a entre les pouvoirs politiques. L'école cherche à remplir son devoir public, en particulier dans ses objectifs d'égalité et de transmission d'un savoir commun ; mais elle doit accepter que les parents s'investissent pour que leurs enfants en tirent le meilleur profit, selon le sens qu'ils donnent à ce mot. On ne peut pas donner les mêmes chances scolaires à l'enfant dont les parents s'investissent à fond et à celui dont les parents ont d'autres préoccupations. Les parents peuvent attendre légitimement que l'école apporte à leur enfant ce bagage éducatif collectif qui n'est pas de leur ressort, mais ils doivent accepter le désir collectif d'unité et d'égalité. Les parents enseignants qui utilisent des passe-droits pour favoriser leur enfant ont tort mais ceux – rares - qui refusent, sous prétexte d'égalité, de faire profiter leurs enfants de leur compétence, ne sont pas forcément dans la raison.

La pédagogie, ou comment « bien » enseigner.

Quel que soit le rôle assigné à l'école, va se poser la question : y-a-t-il des méthodes pour bien assumer ce rôle, que l'on pourrait utiliser pour former les enseignants ? Bien enseigner est-il un don que possèdent certains et pas d'autres ? un art qui se cultive mais ne s'apprend pas ? un ensemble de méthodes et de techniques qui, une fois acquises, pourront être appliquées dans toutes les circonstances ? La réponse à ces questions se trouve dans la pédagogie. Celle-ci se définit surtout comme une pratique, en ce sens qu'elle ne s'acquiert pas par simple connaissance, mais par l'expérience. Il y a des personnes plus douées au départ, mais il est aussi possible d'apprendre. Depuis longtemps, et plus particulièrement le début du 20^{ème} siècle, diverses recherches ont été faites, par des praticiens et plus récemment par des chercheurs. De ces recherches sont nés des mouvements de pensée, des méthodes de travail, et de formation à la pédagogie. Ces méthodes ont en commun d'attacher de l'importance à l'élève en tant que personne et à la relation pédagogique avec son professeur. Ainsi XX a parlé du triangle pédagogique : l'élève, le maître, et le savoir. Les rapports entre les trois définissent divers styles d'enseignement, adaptés à diverses finalités. Le « cours magistral » est centré sur la maîtrise du savoir par le maître ; les méthodes non-directives visant l'épanouissement de l'élève se centrent sur le rapport maître-élève ; la formation à finalité opérationnelle privilégie le rapport de l'élève au savoir. Par ailleurs, les disciplines regroupées sous le nom de « sciences de l'éducation » offrent une grande quantité de connaissance sur les mécanismes de l'apprentissage, de la vie en groupe, des rapports entre individus.

Toute une variété d'attitudes est à la disposition du praticien pédagogue qui les utilisera, s'il les connaît et sait les prendre, selon les divers paramètres définissant la situation pédagogique : les objectifs à atteindre, les caractéristiques de (des) élève(s), l'environnement, les moyens. À la fois artisan et savant, il pourra donc s'adapter pour réaliser sa mission. Malheureusement, il est rare qu'il ait à sa disposition les moyens matériels et humains, et surtout la formation pour réaliser cet idéal pédagogique. Bien souvent, le pauvre professeur se trouve devant des élèves qui ne correspondent pas à ce qu'il attend, qui ne savent même pas pourquoi ils sont là ; étant beaucoup plus savant que praticien, ignorant souvent les notions les plus élémentaires sur la relation humaine, il pare au plus pressé en essayant de ne pas trop perdre la face et de transmettre un minimum de connaissance à ses élèves, en abandonnant l'idée de les aider à devenir eux-mêmes.

Réinventer l'école.

Au début du 21^{ème} siècle, l'école est soumise à toutes les critiques, non sur son principe, mais sur la manière dont elle fonctionne actuellement. Certains voudraient la voir revenir en arrière, d'autres considèrent qu'elle n'arrive pas à évoluer suffisamment vite^v mais qu'elle est absolument nécessaire. On n'est plus au temps où Ivan Illich^{vi} envisageait de s'en passer, mais une chose est sûre : il faudrait vraiment savoir ce qu'on attend d'elle, et comment elle doit harmoniser ses missions avec celles des autres éducateurs et formateurs.

ⁱ François Dubet, Sociologie de l'école, in *Traité des sciences et pratiques de l'éducation*, Paris, Dunod, 2006, p. 65 & suiv.

ⁱⁱ Henri Peyronnie, La scolarité obligatoire. Ibid, p. 209-217.

ⁱⁱⁱ *La reproduction. Les fonctions du système d'enseignement*. Paris, Ed de Minuit, 1970

^{iv} *éducation familiale*, cité précédemment.

^v Meirieu L'école ou la guerre civile.

^{vi} Une société sans école.